



VIVRE ENSEMBLE

**LE MYTHE DE L'INVASION
ET SES EFFETS SUR LA DÉMOCRATIE**



BULLETIN DE LIAISON POUR LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

VE 170/décembre 2018

ENTRETIEN – Emmanuelle Hazan 2

Géraldine Schwarz: « Il ne faut pas laisser
le terrain de la mémoire aux droites populistes »

COMPTOIR DES MÉDIAS – Giada de Coulon 4

La construction de l'image des réfugiés.
Une responsabilité commune

REPORTAGE – Élise Shubs 6

Hautes Alpes: une frontière miroir
des politiques européennes

DÉCRYPTAGE – Giada de Coulon 9

S'ouvrir les yeux sur les migrations africaines

STATISTIQUES – Sophie Malka 12

Le mythe de l'« invasion ».
Déconstruire une idée-reçue

CARTOGRAPHIE – Philippe Rekacewicz 13

Le mythe de l'« invasion ».
D'où viennent nos étrangers ?

CHRONIQUES MONDE – Maëva Villard 16

Ouganda, un modèle perfectible

CHRONIQUES SUISSE / EUROPE – Maëva Villard 20

POLITIQUE – Aldo Brina 22

Détention administrative des enfants.
Non c'est non !

DUBLIN – Boris Wijkström et Gabriella Tau 24

Les droits d'une victime de torture bafoués:
l'ONU condamne la Suisse

LIVRE – Danielle Othenin-Girard 26

« Expressions du Monde » de Jean-Pierre Bregnard

SOMMAIRE

ABONNEMENTS ET DONs 20 frs/an pour 5 numéros

CCP 12-9584-1 - IBAN CH 3809 00000 01200 95841

ÉDITORIAL

LE MYTHE DE L'INVASION ET SES EFFETS SUR LA DÉMOCRATIE

Il est de ces peurs primales, persistantes, si difficiles à raisonner, mais si faciles à manipuler. Ainsi du mythe de l'« invasion ». Il se répand à travers des mots sciemment utilisés par certains responsables politiques, machinalement repris par d'autres acteurs publics qui n'en interrogent plus ni l'impact émotionnel ni l'imaginaire qu'il éveille.

« Surpopulation », « afflux massif » ou autres superlatifs imprègnent ainsi les migrations humaines d'une dimension disproportionnée, menaçante, sans nuance et sans rapport avec la réalité.

Un sondage mené dans l'Union européenne¹ pour mesurer l'opinion des populations sur l'immigration montre que les Européens surestiment largement le nombre de ressortissants provenant d'États tiers dans leur pays. La majorité pense qu'il y en a deux fois plus qu'en réalité. Dans certains États, cette distorsion est beaucoup plus forte.

De même, alors que les personnes en séjour irrégulier ne représentent qu'une infime partie des ressortissants d'État non européens (4 %), la moitié des sondés croient qu'elles sont aussi nombreuses que celles titulaires d'un titre de séjour.

Entre perception et réalité, le gouffre est donc abyssal. Et les démagogues de tous poils n'ont qu'un seul intérêt : le maintenir, voire le creuser en exagérant le phénomène, la menace que représenterait l'étranger sur l'identité de la « nation ». C'est la théorie du « Grand remplacement » agitée par certains réactionnaires invités sur les plateaux télé, que recèle l'ouvrage de Stephen Smith (p. 9) : une construction idéologique de deux entités figées, gommant les aspérités et la multiplicité des individus qui composent

à la fois l'ici et l'ailleurs. Les tribuns aux accents populistes les opposent toujours plus ouvertement, libérant la parole raciste, et parfois le passage à l'acte.

Ce « passage à l'acte », il ne s'exprime pas uniquement dans la violence, dont chacun peut se distancier. Il commence par le laissez-dire ou le laissez-faire, par ces petits renoncements individuels face à l'exclusion, explique Géraldine Schwarz (p. 2). En Suisse, il se poursuit dans les urnes avec l'adoption par la population d'atteintes toujours plus importantes aux droits fondamentaux des personnes cherchant une protection dans notre pays.

Que le Conseil fédéral soit aujourd'hui capable de justifier la mise en détention d'enfants (p. 22) sans susciter de réactions horrifiées témoigne de l'effondrement moral de notre politique et du savant travail de déshumanisation des hommes, femmes et enfants de la migration. Certes, les campagnes xénophobes ont allumé l'incendie. Mais que dire des élu-e-s qui endossent leurs revendications et rhétoriques ? Ou des médias qui aguichent l'audimat à l'aide d'accroches alarmistes, dont seul le message erroné restera en mémoire du lecteur pressé ?

Réconcilier perception et réalité n'est aujourd'hui pas seulement un objectif. C'est une responsabilité. Celle de lutter contre la montée des mouvements d'extrême-droite qui prolifèrent en Europe. Le sondage européen, comme d'autres avant lui, montre un déficit d'information des populations concernées. L'action de Vivre Ensemble est entièrement dédiée à combler ce gouffre. Et cette édition se veut une pierre de plus à l'édifice.

SOPHIE MALKA

ENTRETIEN

Travail de mémoire et solidité de

la démocratie vont de pair : c'est la thèse de la journaliste Géraldine Schwarz qui vient de recevoir le *Prix 2018 du livre européen* pour « *Les Amnésiques* », un texte qui revisite les choix de ses grands-pères, citoyens français et allemand, sous le 3^e Reich.

C'est en découvrant que son grand-père paternel allemand avait profité des mesures d'aryanisation pour acheter à bas prix, en 1938, une entreprise à une famille juive dont la majeure partie périra plus tard à Auschwitz que Géraldine Schwarz a commencé à s'intéresser au rôle des *Mitläufer* dans l'avènement et la consolidation d'une dictature. Les *Mitläufer*, ce sont ceux qui « marchent avec le courant » ; par opportunisme, peur, conformisme ou aveuglement. Après la guerre, confronté au seul survivant de la famille décimée qui réclame réparation, son grand-père se réfugie dans le déni de ses responsabilités, une attitude symptomatique de la société allemande des années cinquante. Du côté français, son grand-père maternel, sans être pétainiste, a servi comme gendarme sous Vichy. Ces deux destins familiaux sont le point de départ d'une enquête passionnante, au fil de trois générations, sur le difficile travail de mémoire réalisé en Allemagne depuis l'après-guerre, mais aussi en France. L'auteure mêle grande et petite histoire pour s'interroger sur la responsabilité individuelle des citoyens dans les tragédies de l'histoire et sur les enseignements à en tirer pour protéger nos démocraties. Pour Géraldine Schwarz, l'accueil réservé aux réfugiés syriens est emblématique de l'importance de ce travail effectué par les Allemands : en 2015, la société civile et l'État fédéral se sont fortement engagés pour ouvrir les portes du pays à un million de personnes. Du jamais vu en Europe. Dans l'ex-Allemagne de l'Est, le rejet des réfugiés a été beaucoup plus fort et a servi au succès du parti d'extrême droite AfD (*Alternative für Deutschland*) créé en 2013. Un succès révélant un ancrage démocratique encore instable dans la société de

l'Est qui, sous la dictature communiste, n'a fait aucun travail de mémoire sur le passé nazi. À l'heure où une partie des Européens semble dangereusement fascinée par un discours d'extrême droite qui stigmatise la figure du migrant au profit d'une Europe chrétienne et blanche, Géraldine Schwarz préconise de mobiliser un travail de mémoire axé sur les responsabilités individuelles, afin de défendre la démocratie.

Pourquoi voyez-vous aujourd'hui une urgence à revisiter le travail de mémoire sur le passé fasciste européen ?

Avec la montée des populismes européens, on voit s'élever un discours nationaliste qui se présente comme défenseur des valeurs de l'Europe. Non pas d'une Europe des Lumières, mais d'une Europe blanche, nationaliste, chrétienne et décomplexée face aux crimes du passé. La mobilisation de certains partis contre le travail de mémoire m'alarme : l'oubli est la première étape vers l'affaiblissement de la démocratie. Des partis nationalistes comme l'AfD savent très bien que le travail de mémoire permet de former le sens critique des citoyens et d'aiguiser leur vigilance vis-à-vis du populisme. C'est précisément pour cela qu'ils y sont opposés, afin de mieux pouvoir manipuler les populations. Beaucoup de droites populistes en Europe demandent l'arrêt de la « culpabilisation de l'Europe ». Cette injonction à l'oubli va de pair avec une remise en question des valeurs des droits humains portées par le travail de mémoire depuis l'après-guerre, comme l'empathie envers les victimes. Cela se manifeste aujourd'hui notamment à travers la déshumanisation des migrants étrangers. En période de crise, les anciennes valeurs

« Les Amnésiques »,
Flammarion, Paris, 2017.
Traduit en sept langues,
dont l'allemand.



sont souvent mises à mal, et justement nous traversons une phase de grandes incertitudes. Face à la globalisation, au creusement des inégalités, à la réalité du réchauffement climatique et à la révolution informatique, nous sommes en perte de repère. Aussi les partis politiques qui offrent des réponses simples à notre crise identitaire ont-ils le vent en poupe. Surtout lorsqu'ils donnent le sentiment aux citoyens d'avoir la chance d'appartenir à une communauté privilégiée, interdite aux non-blancs, aux non-chrétiens... soi-disant supérieure, car cela nourrit le narcissisme collectif mis à mal. C'est un mécanisme de séduction bien connu qui a déjà très bien fonctionné il y a un siècle. Pour moi, le travail de mémoire et l'éducation à la démocratie sont indissociables. On apprend bien à un enfant à ne pas mettre la main dans le feu parce qu'on sait que ça brûle. Le fascisme du siècle dernier en Europe, c'est notre main dans le feu.

Aujourd'hui, il y a un sentiment de saturation mémorielle face aux crimes nazis. Sans tomber dans l'amnésie, quel travail de mémoire faut-il privilégier ?

Un travail un peu moins axé sur les victimes, et davantage sur les *Mitläufer*, qui contribue

à développer le sens de la responsabilité individuelle et l'esprit critique. Il faut aussi enseigner le passé à travers l'histoire des citoyens lambda, ces petits destins qui se croient impuissants, mais qui peuvent, ensemble faire basculer une société d'un côté ou de l'autre. L'enjeu est de mettre en lumière les mécanismes sociopsychologiques, la peur, le conformisme, la perte de repère, l'opportunisme qui font le jeu des anti-démocrates. Afin d'apprendre à les reconnaître à temps et savoir dire non à certaines idées et mesures.

Une autre « réforme » du travail de mémoire est de cesser de charrier une mémoire uniquement négative, qui se concentre principalement sur la guerre et la Shoah. Avec mon livre je propose d'ajouter une mémoire positive, celle de la construction de la démocratie en Allemagne et en Europe, une mémoire commune aux Européens de l'Est comme de l'Ouest, celle de la victoire des peuples sur l'oppression du fascisme et du communisme. Je pense qu'ainsi on peut contribuer à rendre aux jeunes générations la fierté d'être Européens.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR EMMANUELLE HAZAN**

COMPTOIR DES MÉDIAS

LA CONSTRUCTION DE L'IMAGE DES RÉFUGIÉS. UNE RESPONSABILITÉ COMMUNE

L'interview de Géraldine Schwarz l'évoque : des mouvements populistes de droite à travers l'Europe s'approprient la mémoire, mais aussi la politisation des enjeux touchant à l'accueil des réfugiés (p. 2). Comment amener un autre regard sur les migrations actuelles ? Comment faire passer une information basée sur des faits et éloignée des idées reçues ? Le 2 octobre 2018, Vivre Ensemble, en partenariat avec le Service de la cohésion multiculturelle de Neuchâtel, a réuni des acteurs d'horizons diversifiés pour en parler. Communiquer en marge de la surenchère et de la temporalité du politique et rendre cette action visible sont autant de défis partagés, évoqués tout au long de cette stimulante discussion.

Journalistes, étudiants, militants, le public nombreux représentait à lui seul une belle diversité. Les quatre panélistes issus du milieu académique, journalistique, de l'intégration ou de l'administration publique ont mené un dialogue constructif entre leurs champs d'action. En introduction, Emmanuelle Hazan, journaliste et modératrice de la table ronde, a proposé à chacune et chacun de réfléchir à sa responsabilité à partir de sa posture professionnelle dans le discours véhiculé sur les réfugiés. Car si le débat public se forme au gré des informations diffusées, la presse, maintes fois accusée de surenchère, n'est sans doute pas la seule en cause. Celles et ceux qui l'utilisent comme porte-voix en sont également responsables.

Ne pas agir uniquement en réponse aux fausses nouvelles. Valoriser les actions en faveur d'une meilleure interconnaissance des populations. Faire circuler les informations pour combattre les discriminations. Ces défis ont été mentionnés à plusieurs reprises.

Le journaliste, Gabriel de Weck, rédacteur en chef des radios RBNJ¹, a notamment

évoqué la difficulté de traiter de sujets sur l'asile dans des moments d'urgence, lorsque l'opinion publique est chargée d'émotions. Apporter des reportages réguliers sur d'autres facettes de la vie des réfugié-e-s en Suisse permettrait sans doute de créer une autre perception de cette réalité.

PARTAGER L'INFORMATION

Les exigences académiques engendrent d'autres problématiques selon Joëlle Moret, chargée du transfert de connaissances au sein du NCCR². La course aux publications au sein de revues cotées se fait souvent au détriment d'un temps de travail dévolu à la vulgarisation des résultats de recherche auprès du grand public. Un public déjà convaincu est alors atteint, mais il peut néanmoins faire circuler l'information plus loin, par effet « boule de neige ».

C'est cet effet « rumeur » basé sur des faits réels qu'a évoqué Céline Maye, cheffe du Service de la cohésion multiculturelle du canton. Elle imagine former des personnes pour se rendre dans des bars de quartier,

sur des places de marché, là où la parole est citoyenne, mais parfois imprégnée de peurs et de préjugés. Selon elle, faire se rencontrer des personnes sujettes à des discriminations semblables procurerait à l'opinion publique une assise concrète. Serge Gamma, en charge du Service des migrations neuchâtelois, explique que le dialogue a été placé au centre de son action. Les portes des structures d'accueil des réfugiés sont régulièrement ouvertes au public afin de favoriser la rencontre.

Ce tour de table dynamique, autant que les échanges avec un public incisif, a permis de rappeler que chacune et chacun participe à la construction des représentations publiques.

Prendre la parole, la faire circuler, échanger, parfois dans la controverse constitue un exercice démocratique salutaire. Convoquer la mémoire, se rappeler de ceux qui ont osé parler en des temps plus autoritaires encore sont autant de manières de participer à la fresque permanente de ce qu'accueillir signifie.

GIADA DE COULON

SENSIBILISATION DES JOURNALISTES

ATELIERS ET FORMATION

Ethique et stéréotypes : les défis et enjeux de la communication en matière d'asile étaient au cœur des ateliers à l'intention des journalistes neuchâtelois organisés en préambule à la table ronde du 2 octobre par le Comptoir des médias. Ce projet de Vivre Ensemble vise à sensibiliser les acteurs de l'information aux réalités et préjugés de l'asile. Outre les représentants de la RBNJ et d'Arcinfo, les journalistes du média en ligne Voix d'Exil, ayant connu un parcours dans l'asile, ont enrichi les discussions par leurs regards et expériences. Également présents, des membres d'associations et acteurs de la communication au sein de l'administration publique. Chaque atelier visait à approfondir et discuter des terminologies et des statuts administratifs de l'asile, d'en interroger l'usage politique, générique, juridique et l'impact qu'ils peuvent avoir sur le public. Ainsi des significations et représentations des termes « migrant » ou « réfugié », « illégal » ou « irrégulier ». La communication officielle, via les statistiques et discours, a également été passée au crible. Ces ateliers ont pour but d'outiller les acteurs de l'information et de leur permettre de développer un regard et une analyse critique sur l'actualité de l'asile. Le retour très positif sur ces échanges nous invitera à renouveler l'expérience. Sans doute dans un autre canton.

C'est dans cet esprit que le Comptoir des médias inaugure ses FOCUS SUR L'ASILE, des mini-formations à l'intention des journalistes. Elles ont la particularité d'être dispensées gratuitement et in situ, à savoir dans les rédactions romandes. Nous proposons une formule courte sur des thématiques établies selon les intérêts et besoins des rédactions, ou de l'actualité.

Premier rendez-vous en janvier.

Plus d'infos sur asile.ch/comptoir-des-medias

¹ RBNJ, Radio Berne Neuchâtel Jura-bernois

² National Center of Competence in Research (NCCR) for migration and mobility studies basé à l'Université de Neuchâtel

REPORTAGE

HAUTES ALPES : UNE FRONTIÈRE MIROIR DES POLITIQUES EUROPÉENNES

2 COLS, 2 MESURES

Grâce, entre autres, aux articles de « Vivre Ensemble », j'ai suivi avec effroi ce qui se passait dans la région des Hautes Alpes entre l'Italie et la France pour les réfugiés ainsi que pour les personnes solidaires. Après avoir lu l'article « Chronique d'une mort annoncée » (VE n° 168/juin 2018) qui témoigne de la mort d'une jeune femme sur cette frontière, mon sang n'a fait qu'un tour. Je décide de me rendre sur place. En tant que réalisatrice et citoyenne, il est toujours important pour moi de voir de mes propres yeux les conséquences humaines d'une machine institutionnelle, de rencontrer les personnes concernées et d'accumuler des témoignages pour un futur film qui sait... Je veux également me rendre compte du relief ; les deux cols, les villages que je ne connaissais que de nom. Je veux aussi rencontrer des réfugiés et les bénévoles des refuges solidaires en Italie (avant la traversée) et en France (après la traversée).

Je découvre cette région formée uniquement de hautes montagnes et de vallées. Les deux seules possibilités de rejoindre la France depuis l'Italie sont de traverser le col du Montgenèvre (1850 m.) et le col de l'Échelle (1762 m.). Il n'existe aucun autre chemin. Le but des réfugiés est d'arriver à Briançon, première ville française après cette difficile marche. Les deux cols comportent une douane aux aguets. De nombreux touristes viennent apprécier paisiblement la région, ancienne station des Jeux olympiques. Un décor idyllique. À côté, l'omniprésence policière détonne, choque. Ils sont en voiture, en moto, en quad, à pied scrutant les chemins de leurs jumelles.

Je commence mon périple du côté italien, dans le petit village de Clavière situé au pied du Montgenèvre. Je visite le refuge « Chez Jésus » qui accueille les migrant-e-s avant leur essai de traversée du col. Ce refuge autogéré qui survit uniquement grâce aux dons et au bénévolat

est installé dans la salle de paroisse en bas de l'église du village. Il est ouvert 24 h sur 24 avec des bénévoles provenant de toute l'Europe qui se relaient. Une des permanentes m'explique que le refuge, seul point de chute, est en voie d'expulsion pour cause de dénonciation du curé. Il a effectivement été évacué le 10 octobre par les forces de l'ordre.

UNE TRAVERSÉE TOUJOURS PLUS DANGEREUSE

Je vois un petit groupe de personnes, dont une femme avec un enfant en bas âge sur le dos, autour d'une carte de la région qui se prépare pour la traversée. Ils ne peuvent emprunter la route principale. Ils doivent traverser la montagne par des sentiers, eux aussi surveillés. S'ils se font attraper par la police française, celle-ci les ramène en Italie. À Clavière même ! D'où ils retenteront la traversée, peut-être en empruntant un chemin encore plus dangereux, en étant encore plus épuisés.

photo : Elise Schubs



Plus tard dans la journée, je commence un bout de ballade depuis le col. Après quelques minutes, j'aperçois deux joggers avec un attirail digne des coureurs de marathon, ils dévalent la pente comme s'ils avaient croisé un yeti. À ma hauteur, l'un d'eux sort son bandeau de la gendarmerie et me demande d'un ton très agité si je n'avais pas vu deux personnes noires passer. Je les regarde de manière totalement abasourdie et évidemment je leur dis non. Ils me redemandent si je suis sûre, car apparemment, « c'est vraiment très important ».

Le lendemain, je décide d'aller voir l'autre col ; celui de l'Échelle. Je le gravis en voiture. La route particulièrement sinueuse et abrupte, la dénivellation et le vide de la falaise sont tels que je suis prise de nausées en arrivant en haut. Je vois un des sentiers pédestres utilisés par les réfugiés qui, eux, doivent le franchir à pied. Je décide de le redescendre un petit bout. Je découvre les chaînes incrustées

le long de la paroi rocheuse : elles permettent de s'accrocher au-dessus du vide. Je vois, en contre bas, le fameux escalier, auparavant une « échelle », qui permet de passer entre deux roches séparées par le vide. Même avec toute la bonne volonté du monde, mes jambes n'avancent plus et je fais demi-tour.

Arrivée à Briançon, ville fortifiée entourée de cinq forts, je rencontre le Collectif Refuge Solidaire (CRS). Une petite maison, mise à disposition par la mairie pour accueillir les réfugiés après leur traversée des montagnes. Pauline, la coordinatrice, civiliste, est la seule rémunérée, enfin plutôt défrayée. Elle me fait visiter le refuge. Celui-ci tourne uniquement avec l'aide de bénévoles. Cette équipe incroyable me fait penser aux volontaires de l'ARAVOH à Vallorbe. Ils accueillent aussi régulièrement des bénévoles de passage qui viennent de toute l'Europe, un-deux jours, une semaine, un mois.



Des invasions? On évoque ce terme des forces armées qui veulent occuper un pays. On ne peut pas l'employer pour des personnes désarmées qui arrivent en petits groupes, avec des femmes et des enfants. Il n'y a rien à sécuriser contre ça.

Erri de Luca, « Des crimes de guerre par temps de paix », Mediapart, 17.09.2018

Le Collectif offre un accueil 24h sur 24. « Les gens arrivent en tout temps. On leur donne à manger, à boire, un matelas. On ne leur pose aucune question. Ils ont besoin de repos. Puis on leur explique le fonctionnement du refuge; la lessive, les repas (3 par jours cuisinés et servis par des bénévoles). L'aide médicale. Certains sont malades, d'autres se sont blessés en chemin ». Cet été, ils accueillaient jusqu'à 650 réfugiés par mois: enfants seuls, femmes, hommes, femmes enceintes, femmes avec enfants en bas âge et familles.

Ce lieu leur permet de reprendre des forces, car le périple ne s'arrête pas là. Briançon n'est qu'un lieu de passage. Ils ne peuvent y déposer une demande d'asile. Les bénévoles les aident à trouver comment atteindre la ville ou le pays où ils veulent aller.

Le périmètre du refuge bénéficie d'une forme de tolérance tacite; les réfugiés y sont en sécurité. En dehors de ce lieu, ils sont à la merci d'être arrêtés et renvoyés

en Italie. Ils sont traqués partout: dans le village, à la gare, seul lieu de départ vers d'autres destinations, puis dans le train.

À la fin, une bénévole m'explique que la plupart des personnes qui arrivent au refuge ont un projet; rejoindre une certaine ville française, des amis, de la famille. Elle a vu des personnes voulant rejoindre presque tous les pays européens. « Presque », car en deux ans, ils n'ont jamais rencontré un réfugié qui avait comme projet de se rendre en Suisse. Même pour rejoindre le nord de la France ou l'Allemagne, ils préfèrent emprunter d'autres chemins que de traverser la Suisse, « qu'il faut éviter à tout prix, car c'est trop dangereux ».

Quelle honte d'entendre ces propos! Les artisans de la politique de dissuasion doivent s'en frotter les mains...

ÉLISE SHUBS
Réalisatrice
www.impasse-lefilm.ch

DÉCRYPTAGE

S'OUVRIR LES YEUX SUR LES MIGRATIONS AFRICAINES

« L'Europe doit-elle s'inquiéter d'une immigration massive à partir du continent africain ? »¹; « Ils déferleront par millions »²; « L'explosion démographique africaine contribue à la migration »³. Ces accroches se sont insidieusement imposées dans les médias ces derniers mois, comme pour donner le ton. En arrière-fond, un ouvrage de Stephen Smith au titre tant évocateur qu'alarmiste: « La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le Vieux Continent » (2018). L'auteur dit vouloir ouvrir les yeux du monde sur une « réalité » qui serait celle d'une explosion non contrôlée de la démographie dans la région subsaharienne, d'une invasion prochaine de l'Europe par de jeunes migrants africains ou d'un système social européen mis à mal par des coûts d'intégration démesurés et improductifs. Paré de statistiques, le discours séduit, induit en erreur et modifie l'imaginaire collectif.

L'INQUIÉTUDE DU TOURNANT DÉMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Encensées par une partie de l'*intelligentsia* libérale européenne, reprises aveuglément par des journalistes en mal d'informations de terrain, les thèses de cet ancien journaliste et démographe n'amènent en réalité rien de très neuf. Le message-fleuve du livre est univoque: en 2050, un quart de la population en Europe sera d'origine africaine. La thèse du « Grand remplacement », prise par les milieux populistes anti-migrants, trouve ici une boîte de résonance.

Au-delà des chiffres, c'est dans la tournure que Smith pose sa patte partisane: « Le prochain rouleau de vagues migratoires qui

se répandent à partir des zones les moins développées du monde ». Faisant allusion à l'argent investi par des ONG pour des projets de développement « ciblant la jeunesse », il affirme: « La moitié des 1,3 milliard d'Africains ne constitue pas une cible mais un gouffre à fonds perdus ». Selon Smith, une majorité de ces candidat.e.s à l'exil entrerait dans la catégorie des « migrants économiques ». Ces derniers seraient « à la poursuite d'une vie meilleure », leur condition de vie étant aujourd'hui plus « frustrante que difficile ».

ET POURQUOI C'EST FAUX

François Héran, professeur au Collège de France à la chaire « Migration et sociétés »,

1 RTS 1, Géopolitis, « Migrants, l'Europe au désespoir », 21.10.2018

2 Appel aux dons diffusé par le média en ligne *Bon pour la tête* pour soutenir son dossier spécial Migrations (29 septembre 2018)

3 RTS 1, 19h30, Annabelle Durand, « En Afrique, 3 millions d'emplois sont créés chaque année, mais 3 fois plus de jeunes arrivent sur le marché. » 02.10.2018



Réfugié du Sud Soudan en Ouganda, EC/ECHO/Malini Morzaria, 2014

s'est attelé à déconstruire les arguments de Smith à l'aide des instruments de la démographie⁴. Il estime que sa « prophétie repose sur un modèle de vases communicants qui méconnaît trois données de base ».

› L'accroissement de la population engendre tout d'abord une augmentation de la pauvreté. Une pauvreté qui explique déjà aujourd'hui que les résidents d'Afrique subsaharienne émigrent moins que ceux d'Amérique centrale, d'Asie centrale ou des Balkans. Car ce sont les personnes qui jouissent d'un certain capital social et économique qui migrent, pas les plus pauvres. Smith le sait, mais prédit un boom économique jugé irréaliste par Hérán pour cette région d'Afrique.

› Ensuite, globalement, lorsqu'ils ont lieu, les déplacements migratoires se dirigent vers des pays limitrophes. François Hérán rapporte le chiffre actuel de 70 % des migrations intra-régionales au sein de l'Afrique subsaharienne, contre 15 % vers l'Europe. Si les vases communiquent, c'est avant tout à l'intérieur des régions bien plus que vers l'Europe.

› Troisièmement, citant une étude récente du Fond Monétaire International⁵, le chercheur montre que si une augmentation de migrants subsahariens séjournant dans les pays de l'OCDE⁶ est à prévoir, leur part dans la population pourrait s'élever à 2,4 % en 2050, contre 0,4 % actuellement. Ce qui ne peut être qualifié d'« invasion »,

souligne Hérán, qui conclut par un appel au bon sens: les migrations subsahariennes ne constituent qu'« une forme ordinaire de mobilité humaine ».

Les prédictions de Smith semblent donc davantage relever de la thèse idéologique. D'ailleurs Julien Brachet et Judith Scheele⁷ rappellent que l'auteur s'inscrit dans un cadre intellectuel défini. Citant Maurice Barrès, Jean Raspail, Robert Kaplan ou Samuel Huntington, il défend des « thèses populistes, de droite et profondément xénophobes » sous des abords d'objectivité scientifique.

CHANGER DE REGARD, COMPRENDRE ET APPRENDRE

Or, la science, humaine et démographique se met également au service de celles et ceux qui sont prêts à décentrer le regard, à se débarrasser de certains préjugés et acceptent d'y voir plus clair. Parler de l'Afrique subsaharienne revient à traiter d'un territoire vaste et pluriel. A ce titre, le livre de Smith manque cruellement de différenciation: diversité des pays africains, écart entre les villes et les villages, les femmes et les hommes, les nantis et la masse populaire immobilisée par la pauvreté.

De même, penser que les personnes migrantes originaires d'un pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas besoin d'une protection internationale est scandaleux lorsque l'on sait qu'elle est la partie du monde où les conflits ont été les plus nombreux et les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre mondiale⁸.

Ces violences déplacent au quotidien des millions de personnes, qui deviennent majoritairement des déplacés internes mais qui se rendent également dans les pays limitrophes pour trouver refuge. Selon le HCR, le Soudan, l'Ouganda, l'Éthiopie font partie des 10 pays accueillant le plus de réfugiés au monde. Ces deux derniers pays sont également salués dans un récent rapport publié par l'UNESCO⁹ pour leur succès concernant l'intégration des enfants réfugiés au sein du système éducatif national. De tels exemples devraient nous faire réfléchir sur la réelle signification du mot accueil.

Et, alors, oui, Monsieur Smith, il nous faut ouvrir les yeux... mais les bons.

GIADA DE COULON

4 François Hérán, « L'Europe et le spectre des migrations subsahariennes », *Population & sociétés* (2018)

5 González-García J., Hitaj E., Mlachila, M., Viseth A., Yenice M., 2016, « Sub-Saharan African migration, Patterns and Spillovers », *International Monetary Fund, Spillover Note 9*, 16 p.

6 Organisation de coopération et de développement économiques. 36 pays en sont membres, dont 26 sont européens

7 Julien Brachet et Judith Scheele « Stephen Smith ravive le mythe des invasions barbares, Macron et l'Académie française applaudissent » *Médiapart*, 2 octobre 2018

8 Pourtier, Roland « Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne » *Bulletin de l'Association des Géographes français* (2012)

9 UNESCO « Migration, déplacement et éducation. Construire des ponts pas des murs », 20 novembre 2018

CARTOGRAPHIE

Un sondage Eurobaromètre sur l'immigration dans l'Union européenne publié en avril 2018 montre que les populations européennes ont tendance à largement surestimer la présence d'étrangers non-européens dans leurs pays respectifs (lire éditorial p. 1). Quelques données et cartes visent ici à déconstruire le mythe d'une prétendue « invasion ». Les cartes ont été réalisées par Philippe Rekacewicz, géographe et cartographe de visiocarto.net, dans le cadre d'un partenariat avec Vivre Ensemble. Originales, elles méritent d'être diffusées sans modération.

D'OÙ VIENNENT NOS ÉTRANGERS ?

En Suisse, sur les quelque 8,5 millions d'habitants en 2017, 2,1 millions (25 %) étaient de nationalité étrangère. Un taux élevé comparativement au reste de l'Europe (carte ci-contre), qui s'explique par les difficultés d'accès à la nationalité suisse (qui se sont encore durcies depuis le 1^{er} janvier 2018) ainsi que par l'attrait relatif pour le passeport suisse des ressortissants de l'Union européenne.

Et justement, 83 % des étrangers résidant de manière permanente en Suisse sont européens et proviennent pour 2/3 des pays membres de l'UE/AELE. Les Allemands figurent en tête, suivis des Italiens, puis des Portugais.

Restent donc 17 % de ressortissants non-européens, avec en tête les personnes originaires du Continent asiatique (7,5 %), africain (5 %), puis américain et d'Océanie. Les apatrides représentant 0,1 % de la population étrangère en Suisse.

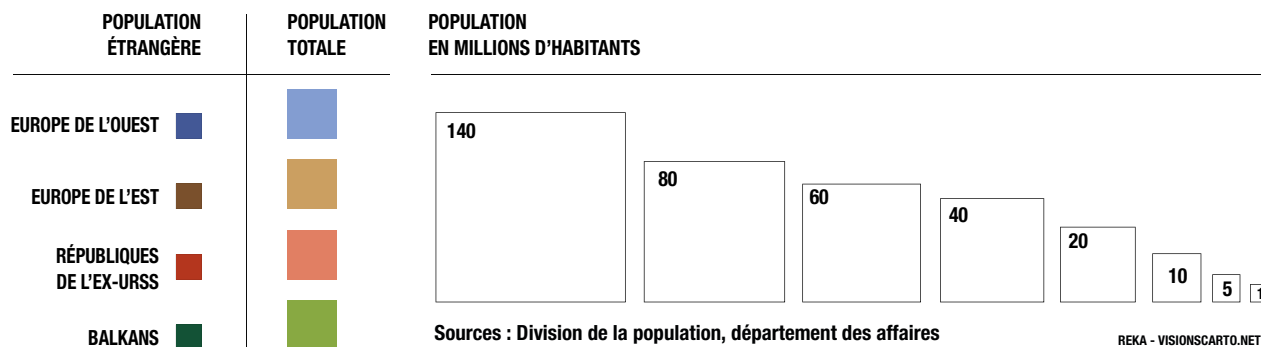
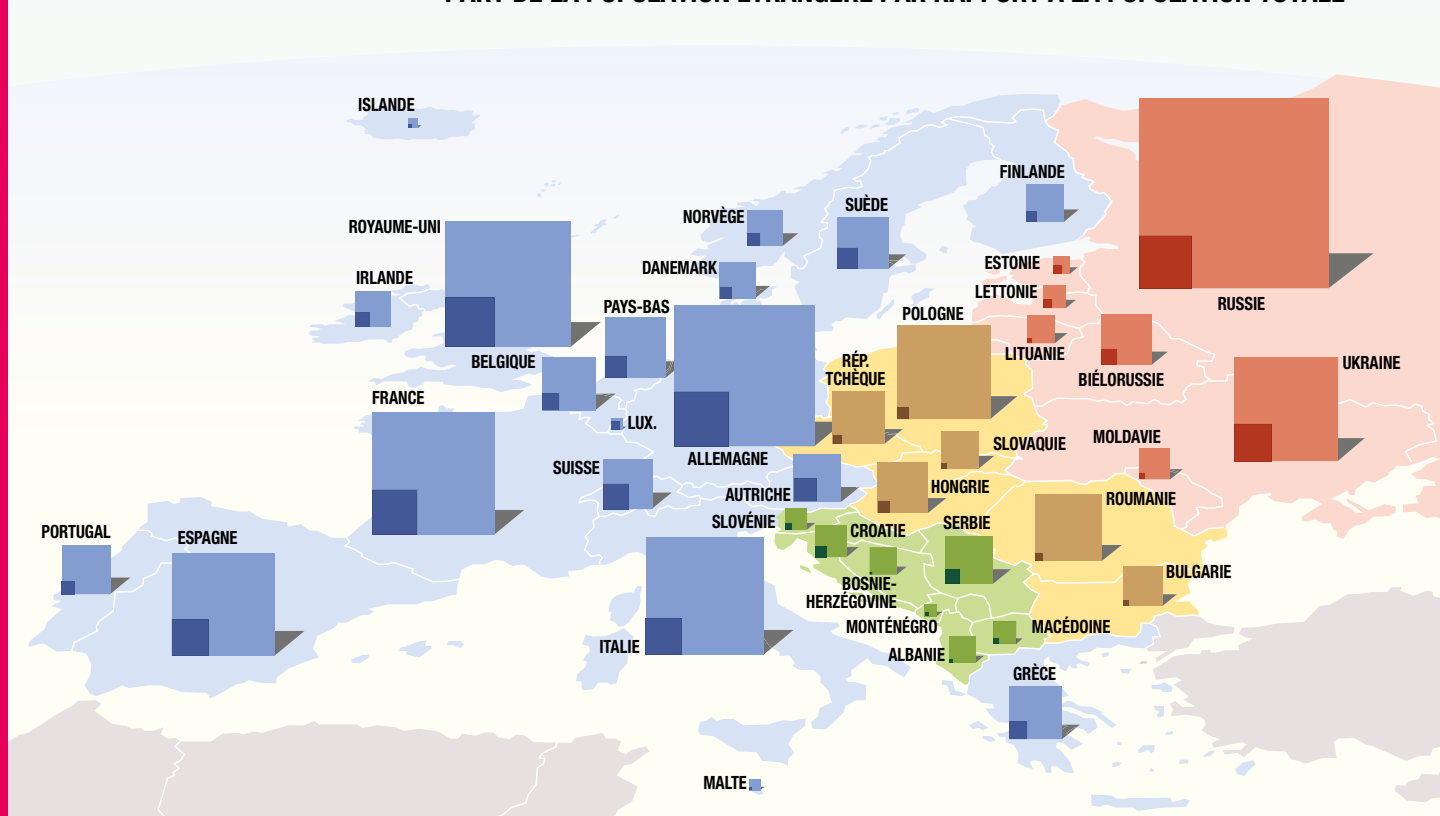
En Europe, sur 541 millions habitants, 11 % sont d'origine étrangère, dont un peu moins de la moitié est une migration intra-européenne. Seuls 6 % des étrangers en Europe proviennent donc d'États extra-européens. Cette réalité est cartographiée en pages 14-15. Elle illustre à quel point le discours sur la migration africaine et en particulier subsaharienne, est marqué par la disproportion (p. 9).

Pour encore ramener les choses dans leur contexte, nous avons également cherché à montrer où se situait le taux de demandeurs d'asile en Europe. Avec moins d'un million de demandeurs d'asile en moyenne annuelle entre 2014 et 2017, ceux-ci représentent 0,2 % de la population totale européenne.

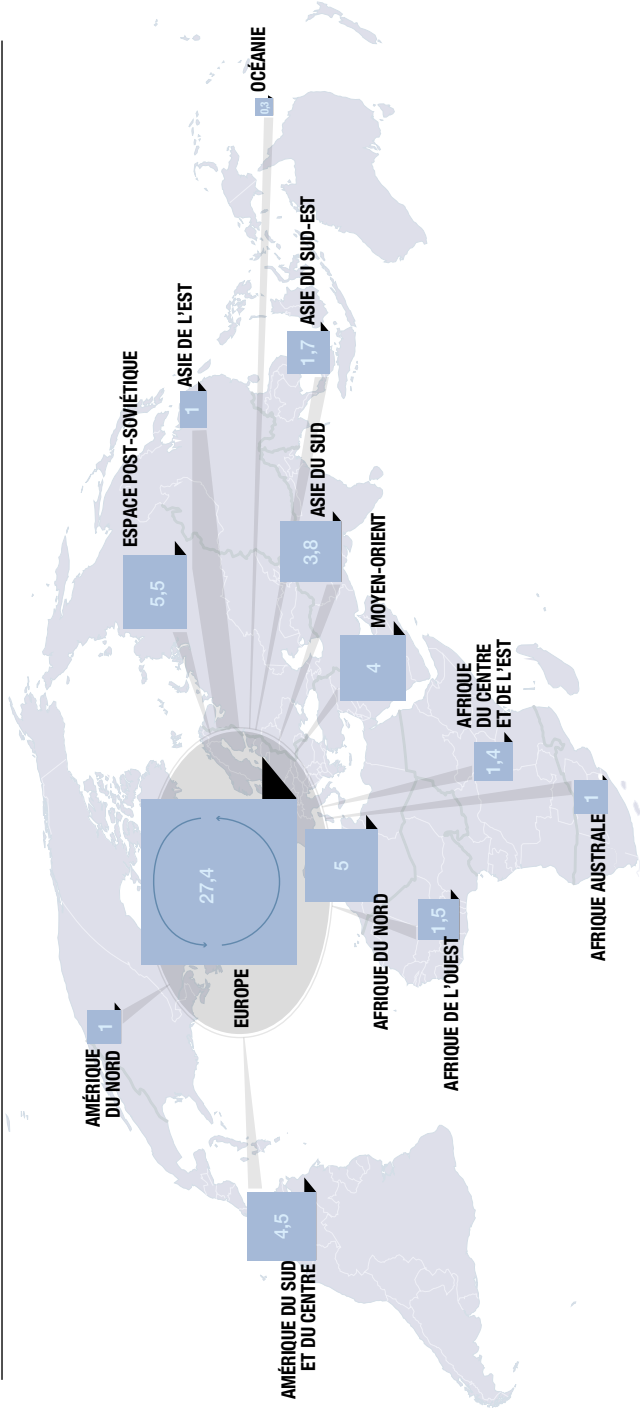
SOPHIE MALKA

LE MYTHE DE L'« INVASION » DÉCONSTRUIRE UNE IDÉE REÇUE

PART DE LA POPULATION ÉTRANGÈRE PAR RAPPORT À LA POPULATION TOTALE



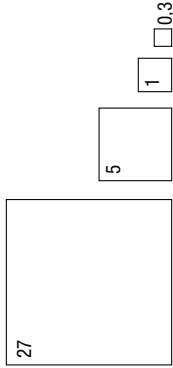
D'OÙ EST ORIGINNAIRE LA POPULATION ÉTRANGÈRE INSTALLÉE EN EUROPE ?



 POPULATION ÉTRANGÈRE ORIGINNAIRE D'EUROPE ET RÉSIDANT DANS UN AUTRE PAYS EUROPÉEN

 POPULATION ÉTRANGÈRE PROVENANT D'UNE RÉGION EXTÉRIEURE À L'EUROPE ET RÉSIDANT EN EUROPE

POPULATION ÉTRANGÈRE (EN MILLIONS DE PERSONNES)

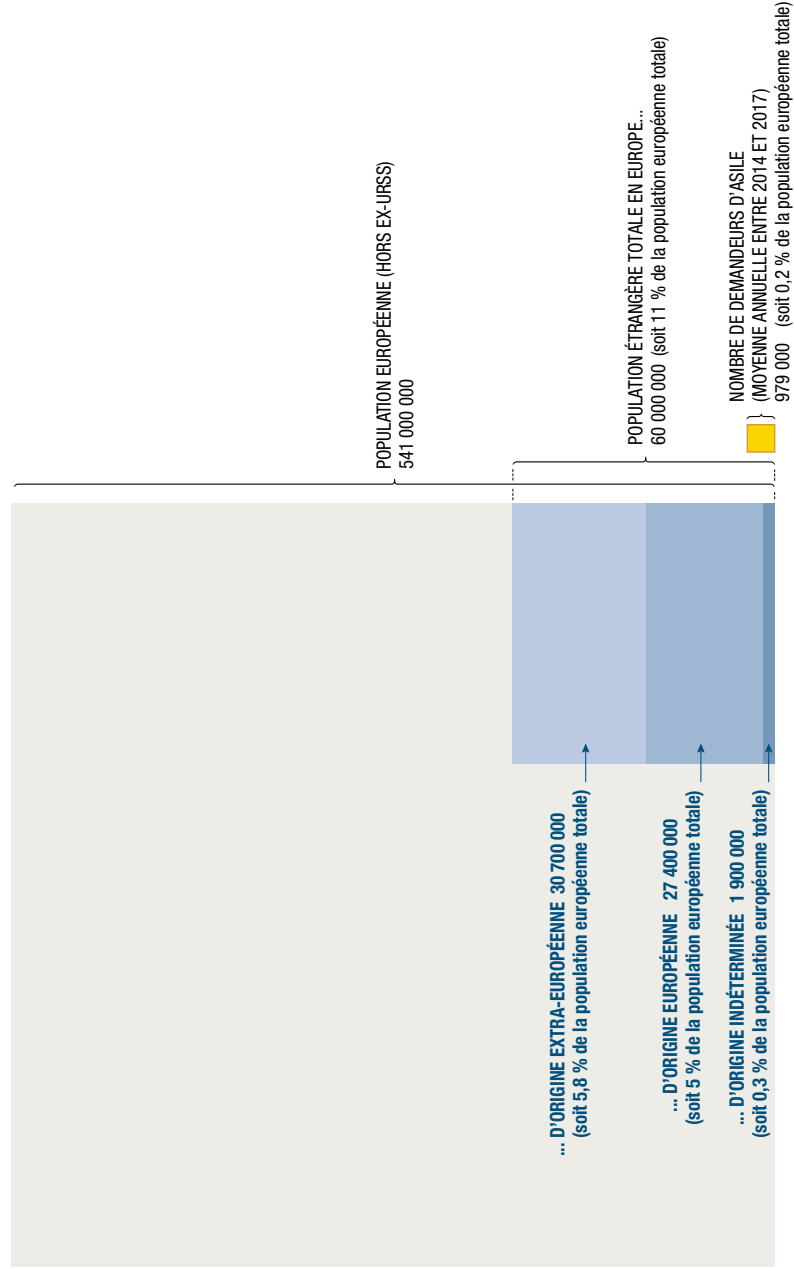


SELON LA DÉFINITION DE L'ONU, POPULATION ÉTRANGÈRE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES PERSONNES RÉSIDANT DANS UN PAYS AUTRE QUE CELUI DE LEUR NAISSANCE OU AUTRE QUE CELUI DE LEUR CITOYENNETÉ.

Sources : Division de la population, département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations unies, 2017; Eurostats. Projection créée par Philippe Rivière d'après Jacques Bertin (1953).

REKA - VISIONSCARTO.NET
DÉCEMBRE 2018

ÉLÉMENTS DE COMPARAISON





CHRONIQUE » OUGANDA



CAPITALE: KAMPALA

PRÉSIDENT: YOWERI MUSEVENI (DEPUIS 1986)

LANGUES OFFICIELLES: ANGLAIS, SWAHILI

POPULATION: 43 MILLIONS (2017, SOURCE: BANQUE MONDIALE)

ESPÉRANCE DE VIE: 62,5 ANS (2016, SOURCE: OMS)

RELIGIONS: CHRISTIANISME (82,4%), ISLAM (13,7%), AUTRES (3,4%)

CLASSEMENT INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN: 162E POSITION SUR 189 PAYS
(SOURCE: UNDP)

QUELQUES CHIFFRES

En juin 2018, il y avait selon le HCR 1 470 981 personnes déplacées en Ouganda, représentant 3,4% de la population. Une majorité d'entre elles sont mineures. Plus d'un million viennent du Soudan du Sud, et 242 000 de République démocratique du Congo (2017). Les autres pays d'origine fortement représentés sont le Burundi, la Somalie, l'Éthiopie, le Rwanda, l'Érythrée et le Soudan, donc majoritairement des pays géographiquement proches.

L'Ouganda est également un pays de départ, bien qu'à des degrés très inférieurs. Les principaux pays d'accueil sont l'Afrique du Sud et le Kenya, avec respectivement 5135 et 2482 demandeurs d'asile et réfugiés ougandais. En 2017, il y avait 40 réfugiés ougandais en Suisse, ainsi que 18 demandeurs d'asile.

QUELQUES SOURCES

- » INTERNATIONAL REFUGEE RIGHTS INITIATIVE, *UGANDA'S REFUGEE POLICIES: THE HISTORY, THE POLITICS, THE WAY FORWARD*, OCTOBRE 2018
- » NEW YORK TIMES, *AS RICH NATIONS CLOSE THE DOOR ON REFUGEES, UGANDA WELCOMES THEM*, JOSEPH GOLDSTEIN, 28.11.2018
- » AL JAZEERA, *IS UGANDA REALLY A «REFUGEE PARADISE»?*, JULIE SCHILTZ ET KRISTOF TITECA, 29.07.2017
- » FRANCE CULTURE, *ACCUEIL DES RÉFUGIÉS: L'EXCEPTION OUGANDAISE*, 04.05.2018
- » NEWS DEEPLY, *WE NEED A MORE HONEST DISCUSSION OF UGANDA'S MODEL REFUGEE POLICIES*, LUCY HOVIL, 22.11.2018



photo : UNHCR/F. Noy

UGANDA

UN MODÈLE PERFECTIBLE

des réfugiés, caractérisées par une grande pauvreté, s'est donc améliorée sur certains aspects. Cette politique vise notamment à éviter des tensions entre les communautés hôtes et les personnes réfugiées.

Une vision à court terme. Si l'Ouganda est présenté comme un modèle, il existe des disparités entre la rhétorique du gouvernement – qui souhaite grâce à cette *success-story* détourner l'attention de son régime autoritaire et s'ériger au rang de partenaire international respectable – et la réalité que vivent les réfugiés sur place.

De nombreuses critiques émaillent en effet la politique d'accueil ougandaise, principalement son absence de projection sur le long terme. La seule solution envisagée sur la durée est le retour des personnes exilées vers leur pays d'origine et non leur intégration. Il n'y a pas de possibilité d'accéder à la nationalité ougandaise et presque aucune chance d'être réinstallé dans un pays tiers. Or, la persistance et la virulence des conflits au Soudan du Sud et en RDC rendent peu probable le retour volontaire des réfugiés dans un avenir proche. Leur localisation sur des sites dédiés les isole et ne leur permet pas de s'insérer pleinement dans la société. Ceux qui souhaitent s'installer en zone urbaine, notamment à Kampala, ne reçoivent pas de soutien. De plus, il est quasiment impossible pour eux d'obtenir un contrat de travail à durée indéterminée malgré le fait que la loi leur donne ce droit. Les perspectives d'avenir sont donc limitées pour les personnes ayant fui leur pays et la situation reste fragile. Le pays est dépendant de l'aide internationale, en diminution, et des tensions peuvent éclater en raison du manque de ressources, en eau et en bois. Or, des personnes déplacées franchissent quotidiennement la frontière pour trouver une protection.

La politique progressiste d'accueil des réfugiés en Ouganda, malgré ses insuffisances, montre que si l'un des pays les plus pauvres au monde et ses 43 millions d'habitants arrivent à accueillir autant de personnes en exil, les pays industrialisés devraient également en être capables. S'en inspirer pour ce qui y fonctionne (indépendance économique, droits et libertés, bénéfices pour la population locale) tout en comblant lacunes et défaillances pourrait servir de cadre à la communauté internationale. Tout modèle est perfectible et adaptable; encore faut-il avoir de la volonté politique. Et un sens des responsabilités.

MAËVA VILLARD

L'Ouganda est le premier pays d'accueil du continent africain, avec plus d'un million de réfugiés sur son territoire, principalement originaires du Soudan du Sud et de RDC (statistiques p. 17). Souvent présenté comme un modèle pour avoir ouvert ses portes aux réfugiés et défendu la vision que ces derniers peuvent contribuer au développement local, le pays fait face à certaines limites pouvant remettre en cause cet accueil. Alors que l'Europe se crispe sur les questions migratoires et se barricade face à une prétendue « invasion », l'Ouganda est un exemple d'ouverture et témoigne du caractère avant tout régional des déplacements forcés, notamment en Afrique.

L'Ouganda a décidé depuis plusieurs années d'ouvrir ses frontières aux personnes fuyant les conflits faisant rage dans les pays voisins. Dans le nord du pays, ce sont principalement les Sud-Soudanais exilés par la guerre civile de 2013 qui trouvent refuge. À leur arrivée, ils se voient attribuer un petit lopin de terre sur un des sites qui leur sont dédiés. Ils obtiennent un droit d'usage sur ce terrain, prêté par des résidents ougandais via le gouvernement. Selon le *Refugees Act* de 2006, les réfugiés ont le droit de travailler, de se déplacer librement et les enfants sont scolarisés aux côtés des locaux. Les autorités ont par ailleurs décidé qu'au moins 30% de l'aide internationale allouée pour les réfugiés doit bénéficier à la population locale par le biais du développement d'infrastructures comme des écoles ou des centres de soins. La situation générale des régions accueillant

SUISSE

27 septembre

Le Conseil national et le Conseil des Etats font de la surenchère dans le durcissement des conditions de voyage imposées aux réfugiés reconus prévu par le projet de révision de la LEtr. Les restrictions à la liberté de voyager existent déjà dans la législation actuelle: sans autorisation expresse, les réfugiés ne peuvent se rendre dans leur pays d'origine sous peine de se voir retirer leur statut. Les Parlementaires veulent élargir cette interdiction; les réfugiés ne pourront plus se rendre dans les pays voisins de leur pays d'origine.

25 octobre

Le procès du pasteur Norbert Valley qui aurait dû commencer devant la justice neuchâteloise est reporté. Le pasteur s'oppose à sa condamnation à une amende de 1000 francs pour avoir hébergé et nourri un ressortissant togolais en situation irrégulière. Il se dit prêt à se battre jusqu'à la Cour EDH pour la défense du devoir d'assistance à personne en danger. Pour rappel, en 2017, il y a eu en Suisse 785 condamnations pour « incitation à l'entrée, à la sortie et à séjour irréguliers » selon l'article 116 de la Loi sur les étrangers.

29 octobre

Plusieurs familles kurdes accompagnées d'enfants, ayant demandé l'asile à la Suisse, sont restées bloquées pendant plus de 50 jours dans la zone de transit de l'aéroport de Zurich. Le SEM a prononcé une décision de non entrée en matière, estimant que l'Afrique du Sud, pays par lequel les familles ont transité quelques jours, est un pays tiers sûr et responsable de

leur demande. Les familles craignent d'être ensuite renvoyées vers leur pays d'origine, la Turquie, la Syrie ou l'Irak, où elles risquent de subir des persécutions. Le risque de refoulement en chaîne est réel: l'Afrique du Sud refuse 94% des demandes d'asile.

7 novembre

Pour la première fois, juifs, chrétiens et musulmans de Suisse publient une déclaration commune sur les réfugiés. Dans la Déclaration intitulée « Nous parlons d'une voix ! », les communautés religieuses représentées au sein du Conseil suisse des religions appellent leurs membres, mais aussi le monde politique, à s'engager pour la protection, l'accueil, l'intégration et la réinstallation des réfugiés.

16 novembre

Une pétition signée par plus de 2000 personnes, réclamant la régularisation d'Ayop Aziz, a été déposée à l'attention du Grand Conseil et du Conseil d'Etat à Genève. Le jeune homme a été gravement blessé lors de l'incendie du foyer des Tattes en 2014 et a reçu une décision de non entrée en matière Dublin pour l'Espagne. Il y était retourné, mais face à l'absence de soins adéquats, est revenu en Suisse en mars pour déposer une nouvelle demande d'asile, sur laquelle le SEM n'est à nouveau pas entré en matière.

21 novembre

Le Conseil fédéral a décidé de ne pas signer pour le moment le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU. La Suisse rejoint donc la liste des quelques pays (Etats-Unis, Hongrie, Autriche, Israël, Pologne,...) qui n'iront pas à la conférence de Marrakech en décembre pour

l'adoption du texte. Le Conseil fédéral souhaite prendre une décision finale après les débats au Parlement. Une position largement critiquée, notamment par les milieux diplomatiques, la Commission fédérale des migrations et le directeur du CICR.

25 novembre

Les citoyens bernois ont accepté à 59,1% un crédit de 38 millions de francs pour l'accueil et l'hébergement des requérants d'asile mineurs non accompagnés pour 2018-2020. Les mineurs non accompagnés seront logés dans des centres séparés des adultes, afin de garantir un meilleur encadrement et un accueil adapté à leur âge et situation. Dans le canton de Vaud, la mobilisation pour un meilleur encadrement des mineurs non accompagnés a mené à plusieurs avancées. Le Service de protection de la jeunesse (SPJ) va élaborer des normes pour leur prise en charge, avec l'appui de deux expertes et des collaborateurs des foyers.

EUROPE

1^{er} octobre

Domenico Lucano, le maire de la commune italienne de Riace, en Calabre, a été arrêté. Il est accusé par les autorités d'aide à l'immigration clandestine (notamment de facilitation de mariages de convenance). Ce maire communiste, élu à trois reprises depuis 2004 a établi un système d'accueil et d'intégration des exilés dans son village cité en exemple de réussite dans de nombreux Etats européens. Il est une des cibles de l'actuel gouvernement, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini

préconisant notamment l'ouverture d'immenses centres de détention administrative. Une pétition en ligne #MimmoLucanoLibre circule sur change.org.

4 octobre

Le *Mare Ionio*, un nouveau bateau de sauvetage en mer Méditerranée a quitté son port en Sicile en direction des eaux internationales au large de la Libye. Cette embarcation humanitaire a été affrétée par des organisations italiennes en réaction à la politique anti-accueil de Salvini et à l'inaction des Etats européens au regard des drames qui se jouent en mer, notamment avec le blocage de l'Aquarius. Le but de cette nouvelle action: sauver des vies et témoigner de la situation en mer Méditerranée.

2 novembre

L'Union européenne lance la phase d'expérimentation d'un détecteur de mensonges à quatre postes frontières de l'espace Schengen en Grèce, Hongrie et Lettonie. Le but est d'effectuer un premier « tri » pour identifier les personnes « à risque ». Outre les problèmes éthiques liés à la déshumanisation du contrôle et à l'utilisation d'une intelligence artificielle, le programme ne semble pas efficient; il n'atteint jamais plus de 76% de réussite lors des tests effectués en laboratoire.

7 novembre

Le film « Libre », réalisé par Michel Toesca, est sorti en salle. Le documentaire retrace trois ans du combat de l'agriculteur Cédric Herrou qui accueille des personnes exilées chez lui, dans la vallée de la Roya, en France, et qui a été inquiété par la justice pour ses actions de solidarité.

8 novembre

Le procès des « 3+4 de Briançon » a débuté au Tribunal de Gap. Le procureur a requis 6 à 12 mois d'emprisonnement contre les sept militants qui ont participé à une manifestation solidaire à la frontière franco-italienne le 22 avril, en protestation contre les opérations du groupe d'extrême droite « Génération identitaire ». L'un d'eux a par ailleurs été inculpé de « rébellion » envers les forces de l'ordre. Une grande mobilisation de soutien, en France mais également à Genève, a eu lieu le jour de l'ouverture du procès. Verdict attendu le 13 décembre.

16 novembre

Les autorités hongroises ont refusé de donner accès aux zones de transit de Röszke et Tompa, où sont détenues des personnes ayant franchi la frontière serbe, aux experts indépendants du groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire. En signe de protestation face à cette entrave dans leur liberté d'enquête, les experts onusiens ont décidé de suspendre leur visite en Hongrie.

20 novembre

La justice italienne ordonne le séquestre de l'Aquarius dans le cadre d'une enquête sur le traitement de déchets considérés comme dangereux. « Cette mesure grotesque est mise en œuvre dans l'unique but d'empêcher les actions médicales et humanitaires pour sauver des vies en mer en les criminalisant encore davantage », a dénoncé Médecins sans frontières (MSF) qui coordonne les actions du navire de sauvetage humanitaire avec l'ONG SOS Méditerranée. Privé de pavillon

depuis la fin du mois de septembre, l'Aquarius est toujours bloqué dans le port de Marseille.

20 novembre

Les personnes qui tentent d'entrer en Croatie après avoir traversé la Bosnie-Herzégovine au poste frontière de Maljevac sont victimes de violence policière. Principalement originaires d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran, elles veulent rejoindre la Croatie pour ensuite continuer leur parcours vers l'ouest. La police croate aurait notamment délibérément cassé et rendu inutilisables les téléphones et chargeurs des personnes en exil. Bloqués en Bosnie, les exilés peuvent compter sur l'accueil des résidents de la petite ville de Velika Kladusa. D'après le Conseil de l'Europe et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la Croatie aurait expulsé collectivement 2500 migrants depuis le début de l'année 2018, dont 1500 qui n'auraient pas pu déposer leur demande d'asile.

- > CEDH: Convention européenne des droits de l'homme
- > Cour EDH: Cour européenne des droits de l'homme
- > DFJP: Département fédéral de justice et police
- > LEtr: Loi sur les étrangers
- > LAsi: Loi sur l'asile
- > SEM: Secrétariat d'Etat aux migrations
- > TAF: Tribunal administratif fédéral
- > UE: Union européenne

POLITIQUE

DÉTENTION ADMINISTRATIVE DES ENFANTS

NON C'EST NON !

La détention administrative d'enfants, seuls ou accompagnés de leurs parents, en vue de leur renvoi forcé est une réalité en Suisse. La loi sur les étrangers permet la mise en détention des enfants de quinze à dix-huit ans, un point ardemment combattu lors des référendums – perdus – de 1994 et 2006. En revanche, elle interdit celle des enfants de moins de quinze ans. Or, même ce cadre légal n'est pas toujours respecté. Plusieurs rapports l'ont révélé ces derniers mois, suscitant des justifications plus que sidérantes de la part des autorités.

La Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) a observé les renvois de 317 personnes entre avril 2017 et mars 2018. Sur cet échantillon, il y avait 28 familles et 28 enfants. Trois familles ont été placées dans un établissement de détention administrative ou géré par la police¹. De son côté, le Conseil fédéral a reconnu la détention, rien que pour 2016, de cinq enfants de moins de quinze ans avec leur famille².

Ces pratiques sont choquantes et contraires au droit. Les autorités tentent de les justifier en les relativisant. Elles seraient toujours effectuées « à titre exceptionnel », « pour des durées de détention les plus brèves possible », « parce que la famille s'est opposée à une précédente tentative de renvoi », etc. Les autorités vont parfois jusqu'à prétendre que l'enfermement d'enfants pourrait être dans leur intérêt, pour éviter une séparation de leur parent : « Le bien de l'enfant a été invoqué pour justifier cette pratique, même si certains interlocuteurs ont estimé que sa légalité était discutable »³. La CNPT est pourtant claire à ce sujet « l'impératif de ne pas priver un enfant de sa liberté doit s'étendre à ses parents, et implique l'adoption de mesures alternatives par les autorités au profit de toute la famille ». Quand est-ce que les autorités comprendront

que la détention administrative des enfants est inadmissible, point final ?

En juin dernier, la Commission de gestion du Conseil national (CdG) a jeté un pavé dans la mare en publiant un rapport qui recadre la pratique des cantons et rappelle à la Confédération qu'elle est censée exercer une surveillance dans ce domaine⁴. En réponse à ce rapport, le Conseil fédéral a rédigé un avis. Lui aussi empreint de formules relativistes, il n'en reste pas moins clair sur certains points, comme l'illégalité du recours aux cellules familiales. Extrait : « Les bases légales ne sont pas suffisantes pour ce type d'hébergement [sic !]. Le SEM demandera donc aux cantons de ne pas placer des mineurs de moins de 15 ans dans des établissements de détention administrative et d'étudier d'autres possibilités d'exécution du renvoi des familles ».

Malheureusement, les autorités semblent tellement décidées à expulser des familles qu'elles mettent en place des alternatives à la détention qui n'en sont pas, comme le renvoi dit « échelonné ». Traduction : la famille est séparée et renvoyée en deux temps. Cette pratique, bien que prévue par la loi⁵, est inhumaine. La CNPT a par exemple observé un cas dans lequel une mère et trois enfants ont été expulsés sans le père et l'aînée de

la famille, car cette dernière se trouvait en camp de vacances au moment de l'arrestation... La Commission évoque des situations génératrices d'« angoisse ». On peut, sans trop s'avancer, parler de traumatismes.

Pour l'heure, retenons qu'aucun enfant ne doit être mis en détention pour des raisons administratives et que ce principe est absolu. La CNPT « juge inacceptable un placement de plus de quelques heures pour une famille avec mineur(s) dans un établissement pénitentiaire. La Commission rappelle qu'un établissement pénitentiaire ou un poste de police ne constituent pas un environnement approprié pour des enfants. »

Finalement, si les lieux de détention proprement dits ne sont pas faits pour les enfants, ne devrait-on pas aussi étendre la réflexion à d'autres régimes assimilables à de la détention et se demander s'ils sont vraiment adaptés ? Au moment d'écrire ces lignes, les cas de quatre familles kurdes avec enfants, enfermées dans la zone de transit de l'aéroport de Zurich depuis plus de 50 jours, défrayaient la chronique. De même, les conditions de vie dans les centres fédéraux d'asile, approchant celles de la détention, méritent aussi une attention soutenue sous l'angle des droits des enfants, puisque des mineurs seuls et des familles avec petits enfants devront désormais y passer jusqu'à quatre mois.

ALDO BRINA

Chargé d'information
sur l'asile au CSP

- 1 Rapport au DFJP et à la CCDJP relatif au contrôle des renvois en application du droit des étrangers, Commission nationale de prévention de la torture, 26 avril 2018
- 2 Avis du Conseil fédéral sur le Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 26 juin 2018, Conseil fédéral, 2 octobre 2018
- 3 Détention administrative de requérants d'asile, Rapport du Contrôle parlementaire de l'administration à la Commission de gestion du Conseil national, 1^{er} novembre 2017
- 4 Détention administrative de requérants d'asile, Rapport de la Commission de gestion du Conseil national, 26 juin 2018
- 5 Article 34 de l'Ordonnance sur l'asile 1 et futur article 26f de l'Ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion des étrangers



« Je suis une enfant comme les autres, j'ai les mêmes droits ! », revendique la fillette sur la pancarte. Le 20 novembre, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, avait lieu à Lausanne une manifestation contre les renvois forcés d'enfants et les atteintes à leurs droits. Tous étaient réunis pour soutenir un message commun : les enfants migrant-e-s sont des enfants avant tout.

L'ONU CONDAMNE LA SUISSE

Dans une décision de principe, le Comité des Nations Unies contre la torture (CAT) juge qu'un Etat ne peut expulser une victime de torture si le renvoi a pour conséquence une interruption du traitement médical dans le pays de destination. Un droit à la réadaptation garanti à l'article 14 de la Convention contre la torture que la Suisse s'apprêtait à violer dans le cadre d'un renvoi Dublin vers l'Italie. Ce jugement est historique selon le Centre suisse pour la défense des droits des migrants (CSDM) qui a mené le cas devant l'ONU: pour la Suisse et son application mécanique du Règlement Dublin, sans examen individualisé; et parce qu'il amène de nouvelles interprétations à la Convention contre la torture.

Le CAT a estimé que l'expulsion par la Suisse d'un survivant de torture érythréen vers l'Italie violerait les articles 3, 14 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'homme risquait d'y être privé des soins médicaux nécessaires pour traiter ses traumatismes (A.N. contre Suisse, communication n° 742/2016 du 3 août 2018¹).

Selon le CAT, les autorités suisses n'ont pas correctement évalué les conséquences prévisibles de l'expulsion du requérant. Il estime que la privation de soins médicaux constitue en soi une violation de l'interdiction des mauvais traitements (art. 16 Convention). En outre, les circonstances précaires auxquelles le requérant aurait été confronté en Italie auraient mis sa vie en danger et «ne lui laisseraient pas d'autre choix raisonnable que de rechercher une protection ailleurs, l'exposant ainsi à un risque de refoulement en chaîne vers son pays d'origine» (§ 8.7).²

Dans cette décision historique, le CAT a reconnu que les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Europe varient considérablement. Il juge que les besoins

spécifiques des personnes particulièrement vulnérables, telles les victimes de torture, doivent être pris en compte dans les procédures de renvoi en vertu du règlement Dublin afin d'éviter des violations de leurs droits fondamentaux. La décision fournit ainsi aux administrations européennes des lignes directrices s'agissant de l'application du règlement de Dublin.

UNE JURISPRUDENCE IMPORTANTE

L'affaire A.N. contre Suisse représente une décision importante à plusieurs égards. Par le regard que porte ainsi l'ONU sur une problématique européenne. Mais aussi par les nouvelles interprétations que fait le CAT des articles 14 et 16 de la Convention.

S'agissant de l'article 16, le CAT rappelle que «l'obligation de prévenir les mauvais traitements recoupe et concorde largement avec l'obligation de prévenir la torture et que, dans la pratique, la démarcation entre mauvais traitements et torture n'est souvent pas claire.» (§ 8.9). L'obligation de prendre des mesures positives de prévention (Article 2) ne peut donc se fonder sur une telle distinction, artificielle. La conséquence juridique de

cette nouvelle approche est que le risque de mauvais traitements déclenche désormais aussi l'obligation de non-refoulement. Le Comité s'aligne ainsi avec la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme qui n'a jamais fait la distinction entre torture et mauvais traitements dans l'appréciation de la licéité du renvoi.

Le CAT s'est également prononcé pour la première fois dans un cas individuel sur le contenu de l'article 14 de la Convention³. Celui-ci garantit le droit des victimes de la torture à une réhabilitation aussi complète que possible au niveau social et médical. Selon le Comité, la privation de réadaptation peut en soi constituer un mauvais traitement. Cette conclusion impose d'importantes limitations au pouvoir étatique d'expulser des personnes traumatisées par la torture, *indépendamment des risques de persécution dans l'État de destination*. Vu que la Convention contre la torture est l'un des traités des droits de l'homme le plus largement ratifié au monde (165 Etats membres), cette nouvelle interprétation a potentiellement des conséquences très larges dans la mesure où elle affecte la situation juridique des victimes de torture à travers le monde entier.

Dans l'affaire A.N. contre Suisse, le risque de privation de soins médicaux spécialisés résultait non pas d'un acte intentionnel des autorités italiennes, mais du fait que leur système d'accueil pour les demandeurs d'asile est déficient. Les autorités italiennes

n'étaient tout simplement pas «prêtes» à fournir les services médicaux nécessaires.

L'affaire A.N. contre Suisse n'est malheureusement pas un cas isolé. Il est plutôt emblématique de l'application mécanique du règlement Dublin par les autorités suisses, où les requérants d'asile vulnérables voient leurs droits fondamentaux systématiquement déniés. Suite à la nouvelle jurisprudence, le CSDM a saisi le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants avec une communication urgente. Nous leur demandons d'intervenir auprès des autorités suisses afin que des mesures soient prises pour se conformer aux normes internationales dans l'application du règlement Dublin⁴. Une démarche soutenue par les organisations de l'Appel Dublin.

BORIS WIJKSTRÖM ET GABRIELLA TAU
Centre Suisse pour la Défense
des Droits des Migrants (CSDM)

LIRE ÉGALEMENT

> Karine Povlakic, «Dublin: une faille dans le mur», Vivre Ensemble n° 168, juin 2018.

> Sophie Malka, «Dublin. Comment ça marche?», Vivre Ensemble hors série, avril 2018.

¹ A.N. contre Suisse, communication n° 742/2016 du 3 août 2018, disponible en ligne sur le site du CSDM

² Voir également l'appréciation du HCR quant aux risques de refoulement en cascade dans le contexte des renvois Dublin vers des pays avec des systèmes d'asiles défaillants: *Left in Limbo: UNHCR Study on the Implementation of Dublin III Regulation*, UNHCR, August 2017, p. 17.

³ Comité contre la Torture, Observation Générale n° 3, § 12, «Le Comité souligne que l'obligation des États parties d'assurer les moyens nécessaires à une «réadaptation aussi complète que possible» renvoie à la nécessité de réparer le préjudice subi par la victime, qui peut ne jamais recouvrer entièrement sa situation de vie antérieure, y compris sa dignité, sa santé et son autonomie, en raison de l'ampleur des conséquences de la torture. L'obligation n'est pas liée aux ressources dont les États parties disposent et ne peut pas être différée.»

⁴ CSDM submits urgent communication to the Special Procedures of the UN Human Rights Council concerning Switzerland's Dublin practice, October 2018, disponible en ligne sur le site du CSDM

LIVRE

« EXPRESSIONS DU MONDE » L'HUMOUR DES LANGUES FACE À NOTRE CONDITION

Que l'on s'intéresse à la linguistique, aux cultures, à la philosophie, ou tout simplement au plaisir des mots, la découverte de ce livre impressionnant tant par la richesse de son contenu que par la rigueur de la démarche entreprise est une vraie source d'enrichissement. Un nombre fabuleux d'expressions idiomatiques, universelles à toutes cultures, touchant à notre humaine condition, y sont transcrites en 15 langues, avec leurs variations, leurs saveurs propres.

Un travail titanesque dans lequel s'est engagé l'écrivain Jean-Pierre Bregnard, passionné et admiratif de la diversité des expressions langagières. Son livre, quasiment une encyclopédie, recense 7000 expressions françaises autour du thème qu'il intitule « situations de base de notre condition humaine ». Chacune de ces expressions est facilement repérable grâce à un index alphabétique. Quant à notre condition humaine, l'auteur établit environ 300 « contextes » auxquels il rattache les expressions. Son questionnement : dans quelle mesure nos expressions françaises trouvent-elles leur équivalence ou semi-équivalence dans d'autres langues et cultures, soit proches, soit plus éloignées ? Pour mener à bien sa recherche, l'auteur s'est entouré d'une vingtaine de personnes bilingues, convaincues elles aussi de l'importance de ce travail. Une création qui s'est faite dans la rencontre avec l'autre, les découvertes mutuelles, et qui au final met en lumière les ponts et ressemblances entre les cultures.

Les fondements et buts de la recherche sont minutieusement présentés dans les pages introductives. Toutefois l'intention profonde est de placer l'humour en première place : « Lutter contre l'indifférence par l'arme du sourire est l'enjeu simple de ce livre », écrit Jean-Pierre Bregnard, et d'ajouter : « Celui ou celle qui n'a pas trop envie de *se creuser le citron* (un Japonais dira *s'entortiller la cervelle*, un Vietnamien *s'essorer les méninges*, un Espagnol *se casser les cornes*... page 136) peut aborder le livre au-delà de l'introduction sous l'angle de l'humour et du plaisir des mots ».

Un ouvrage à consulter selon ses envies, ses interrogations, ses besoins. Toute personne impliquée dans l'enseignement des langues ou le travail d'animation, notamment avec des personnes issues de la migration, y trouvera certainement de belles idées !

DANIELLE OTHENIN-GIRARD

PETIT AVANT-GOÛT...

jeter
à la mer des petits cheveux

Oublier une offense passée

En français ➤ passer l'éponge, tourner la page

En portugais ➤ passer la gomme

En allemand ➤ laisser repousser l'herbe, (faire comme si c'était) de la neige d'hier

En grec ➤ (être de nouveau) eau et sel

En arabe ➤ laver le cœur

En chinois ➤ souffler une rafale de vent

En néerlandais ➤ (mettre du) sable dessus, nettoyer le navire

En russe ➤ recommencer avec une feuille vierge

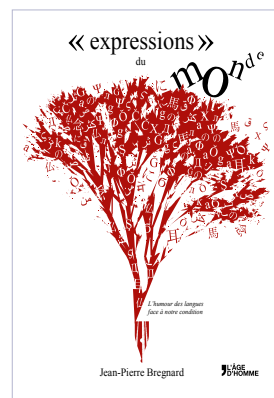
En hindou ➤ (re)mettre un pont sur la douve

En italien ➤ mettre une pierre dessus

En japonais ➤ retourner la feuille blanche

En anglais ➤ essayer l'ardoise (au) propre, tendre une branche d'olivier

En espagnol ➤ jeter des petits cheveux à la mer



« Expressions du Monde »,
L'humour des langues
face à notre condition,
Jean-Pierre Bregnard,
Éd. L'Âge d'Homme, 2017

ne pas savoir où ses quatre pattes se promènent

Être distrait

En français ● être dans les nuages, avoir la tête ailleurs

En allemand ● planer dans les hautes sphères

En vietnamien ● (avoir) les entrailles à côté de la peau

En hindou ● ça rentre dans une oreille et ressort par l'autre

En chinois ● (être) parti(e) chez les esprits, rechercher l'enfant qu'on porte sur le dos

En italien ● (faire comme) celui qui cherche l'âne qu'il est en train de monter

En japonais ● (être) au-dessus du ciel, l'esprit (ki) s'éparpille (Ki=esprit, état d'esprit, sentiment, force intérieure, quant-à-soi, conscience, penchant, âme)

En russe ● être une tête trouée

En grec ● brouter ailleurs, ne pas savoir où ses quatre pattes se promènent



À NOS LECTRICES ET LECTEURS

Nous vous avons annoncé le 3^e épisode du récit dessiné du périple d'Ali, de l'Afghanistan à la Suisse. Il faudra attendre notre prochaine parution : les aléas de la création ont quelque peu retardé le voyage illustré. Notre dessinatrice Olivia Zufferey vous donne rendez-vous en février 2019.

VIVRE ENSEMBLE

CP 171 / 1211 Genève 8
Tél. (022) 320 60 94
vivre.ensemble@asile.ch
www.asile.ch

Abonnement:
20 frs/an pour 5 numéros

CCP 12-9584-1
IBAN CH 3809 00000 01200 95841

Ont également collaboré à ce numéro

Élise Shubs, Aldo Brina, Boris Wijkström, Gabriella Tau,
Philippe Rekacewicz, Hani Abbas (illustration)

Comité de rédaction

Nicole Andreetta (GE)
Danielle Othenin-Girard (NE)
Christophe Tafelmacher (VD)
Marie-Claire Kunz (GE)
Raphaël Rey (GE)
Emmanuelle Hazan (GE)
Nora Bernardi (GE)
Anouk Piraud (GE)
Alexandra Ilic (FR)
Geneviève Levine-Cuennet (VS)

Rédactrice responsable

Sophie Malka
vivre.ensemble@asile.ch

Chargée de projet

Comptoir des médias
Giada de Coulon
media@asile.ch

Stagiaires

Maëva Villard

Correctrice

Catherine Forster

Conception graphique

Kaliata/I-artichaut

Mise en pages

Jennifer /I-artichaut

COMMANDER LA BD « APRÈS L'ARRIVÉE »



« Après l'arrivée », réalisée par le dessinateur HERJI et la journaliste Julie Eigenmann, a été publiée comme édition spéciale de la revue Vivre Ensemble en décembre 2017. Elle raconte une histoire d'accueil. Comment 33 réfugiés, débarquant du jour au lendemain de la jungle de Calais, s'inscrivent dans le récit d'une commune de Savoie et de ses habitants.

TARIF

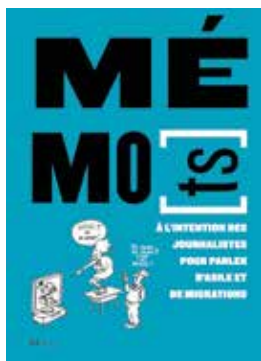
– 10 francs l'exemplaire

*Pour les grands nombres ou les distributions en classe,
contacter vivre.ensemble@asile.ch*

– 20 frs avec abonnement d'un an à la revue Vivre Ensemble

À commander via notre formulaire en ligne ou
auprès de documentation@asile.ch

Vivre Ensemble, c'est aussi...



DES PUBLICATIONS

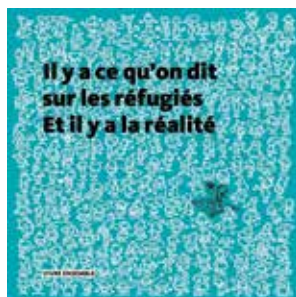
- Brochure *Il y a ce qu'on dit sur les réfugiés. Et il y a la réalité*
- Des hors-série et dossiers thématiques,
- Un *Mémo[ts]* de l'asile à l'intention des journalistes
- Une BD reportage sur l'accueil des réfugiés

LE SITE WEB – ASILE.CH

Une plate-forme web d'information et de documentation sur le droit d'asile. Informe sur les projets de Vivre Ensemble et relaie les informations et publications des associations de défense du droit d'asile actives en Suisse romande : rapports, événements, expositions, témoignages. Propose également un glossaire de l'asile, des informations sur les permis, des statistiques, etc.

DES PROJETS DE SENSIBILISATION

- Le Comptoir des médias, notre action auprès des journalistes, en vue de favoriser une information factuelle, dénuée de préjugés
- Les préjugés sur l'asile, notre activité de lutte contre les idées-reçues : brochure, quiz en ligne (asile.ch/prejuges) et des compléments documentaires
- Un agenda de l'asile participatif



... Informer, pour renforcer le droit d'asile

ENGAGEZ-VOUS, SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS !

Ou aidez-nous à faire connaître la réalité de l'asile autour de vous, offrez un abonnement à *Vivre Ensemble* (20 frs/an)